



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

agriculteurs

Question au Gouvernement n° 4193

Texte de la question

PLAN D'URGENCE POUR L'AGRICULTURE

M. le président. La parole est à M. Alain Chrétien, pour le groupe Les Républicains.

M. Alain Chrétien. Ma question, à laquelle j'associe Mme Laure de La Raudière, députée d'Eure-et-Loir, s'adresse à M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

Monsieur le ministre, vous avez ce matin présenté votre plan d'urgence pour l'agriculture française. Si elles constitueront peut-être un ballon d'oxygène pour la profession, ces mesures ne résolvent en rien les difficultés structurelles auxquelles les exploitants sont confrontés.

Comme pour Alstom, en quatre ans, vous avez couru après les problèmes et les crises alors qu'il fallait les anticiper et anticiper un nouveau modèle agricole (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe Les Républicains*) : volatilité des cours, compétitivité en berne, contractualisation des filières et complexité administrative sans cesse croissante.

Par exemple, monsieur le ministre, l'arrêté que vous vous apprêtez à prendre sur l'extension des zones non-traitées fera perdre près de 4 millions d'hectares cultivables à notre pays. C'est inadmissible ! Non, monsieur le ministre, les agriculteurs ne sont pas des empoisonneurs ; ils veulent juste vivre de leur travail. Ce n'est pas avec une mesure aussi dogmatique et uniforme que vous redonnerez confiance à la profession.

Monsieur le ministre, ma question est simple : comptez-vous revenir sur cet arrêté funeste pour la profession agricole ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et sur quelques bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement. Monsieur le député, vous me parlez d'un arrêté.

Mme Laure de La Raudière. Un projet d'arrêté.

M. Stéphane Le Foll, ministre. Je voudrais rappeler que celui-ci a été remis en cause à la demande d'une association de la FNSEA. La discussion est en cours ; aucun arrêté n'a été décidé aujourd'hui.

M. Christian Jacob. Demandez à Mme Royal !

M. Stéphane Le Foll, ministre. Mais je veux revenir sur la question que vous me posez : en termes de bilan, encore faudrait-il être capable de mettre quelque chose sur la table. Vous me parlez de problèmes structurels. S'agissant du lait, qui a supprimé les quotas, sans se préoccuper des conséquences ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

M. Antoine Herth. Rétablissez-les donc !

M. Stéphane Le Foll, ministre. À quel gouvernement appartient le ministre qui a obtenu la maîtrise volontaire de la production laitière depuis la fin des quotas laitiers ? À celui-ci !

Par ailleurs, j'ignore qui vous soutenez dans la primaire de la droite. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. Mes chers collègues, ménagez vos cordes vocales, vous allez en avoir besoin...

M. Stéphane Le Foll, ministre. Monsieur le député, il faudra expliquer comment, avec 100 ou 150 milliards d'économies de dépense publique, vous pouvez nous donner des leçons en matière de plan de sauvetage de l'agriculture. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain. – Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Allez expliquer aux agriculteurs qu'en diminuant de 300 000 à 1 million le nombre de fonctionnaires, vous serez capable de traiter les dossiers de l'agriculture. Allez expliquer ensuite que les mesures libérales que vous proposez répondent aux enjeux actuels des agriculteurs de France.

Quand on est dans l'opposition, on a un certain confort, monsieur le député.

Un député du groupe Les Républicains. Vous y retournerez bientôt !

M. Stéphane Le Foll, ministre. Encore faut-il être capable, au bout du compte, de s'expliquer. Or vous en êtes incapables. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Le plan qui a été présenté a été commenté par la profession agricole elle-même : en dehors des rangs de l'opposition, qui se croit autorisée à parler en son nom, la profession agricole a considéré que ce plan répond aux grands enjeux de l'agriculture française aujourd'hui. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et sur quelques bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste. – Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Données clés

Auteur : [M. Alain Chrétien](#)

Circonscription : Haute-Saône (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4193

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Ministère attributaire : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 octobre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 octobre 2016](#)